Document généré le 25 avr. 2024 12:50

Revue d'histoire de l'Amérique française

BÉDARD, Roger-J., éditeur, *L'Essor économique du Québec*. Montréal, Beauchemin, 1969. 524 p. comprenant une bibliographie sommaire. $6.50.

Robert Comeau

Volume 23, numéro 3, décembre 1969

URI : https://id.erudit.org/iderudit/302919ar
DOI : https://doi.org/10.7202/302919ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)
1492-1383 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Comeau, R. (1969). Compte rendu de [BÉDARD, Roger-J., éditeur, *L'Essor économique du Québec*. Montréal, Beauchemin, 1969. 524 p. comprenant une bibliographie sommaire. $6.50.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *23*(3), 477–481. https://doi.org/10.7202/302919ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1969

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

BÉDARD, Roger-J., éditeur, *L'Essor économique du Québec*, Montréal, Beauchemin, 1969. 524 pages comprenant une bibliographie sommaire. $6.50.

Dans une courte préface (p. 7-11) l'éditeur de cet impressionnant ouvrage, M. Bédard, nous indique ses deux objectifs: 1° "citer des témoignages de qualité sur la condition économique du peuple canadien-français" depuis Etienne Parent et 2° "assembler des études valables (sic) sur les moyens pour les Canadiens de langue française d'occuper la place qui doit être la leur dans la vie économique du Québec" (p. 7). Mais à partir de quels critères a-t-on établi que l'étude était valable ? Quel parti-pris idéologique a présidé au choix ? Cette discussion est absente. Si le lecteur a été trompé par le titre inadéquat du volume — car la quasi totalité des études ne concerne pas le développement économique du Québec présumément en essor mais discute la place qu'ont occupée, occupent et occupe-

ront les Canadiens français dans l'activité économique — la préface l'aura prévenu de la préoccupation nationaliste de l'éditeur.

A l'intérieur de quatre grandes divisions intitulés (I) l'aspect économique de notre problème national, (II) le point de la situation, (III) les facteurs de relèvement et (IV) les perspectives d'avenir, on a réuni ce qui était originalement des articles de revues nationalistes, scientifiques ou de magazines, des discours patriotiques publiés sous forme de volume, brochure ou tract, des causeries d'hommes d'affaires ou des conférences d'occasion. Près de la moitié des 38 textes réunis sont des reproductions d'articles parus dans *l'Action française* durant les années vingt et dans *l'Actualité économique;* plusieurs autres revues ont permis la réédition d'articles: parmi les revues universitaires signalons *Recherches sociographiques, Culture, Revue de l'Université Laval, Revue de l'Université de Sherbrooke,* etc. et d'autres comme *Les Affaires, Commerce-Montréal, Bulletin de la Chambre de commerce de Montréal,* etc.

Pour le choix des articles qui se veulent utilitaires (et à ce sujet, il est significatif que 19 articles sur 38 se retrouvent dans la troisième partie) l'éditeur a pris soin d'écarter les esprits hétérodoxes qui n'adhèrent pas aux dogmes du libéralisme économique et au credo nationaliste. Probablement parce que "cette anthologie veut être aussi représentative que possible d'un siècle de pensée économique en notre milieu" (préface, p. 11) on n'y trouve formulée aucune analyse critique radicale du colonialisme économique.

Fidèle disciple d'Etienne Parent pour qui le problème d'émancipation politique était réglé, M. Bédard — qui juge "extraordinairement lucide" (p. 8) la causerie d'Etienne Parent du 22 janvier 1846 — dissocie à son tour l'étude du problème économique de la question du statut politique du Québec à l'intérieur de l'Union fédérale.

> Faute d'espace (sic), le récent courant de pensée qui entend résoudre tous nos problèmes économiques par des décisions politiques rendues à Québec n'a pu être présenté dans ce volume. Nous nous en excusons (p. 11).

Sans vouloir discuter ici des postulats de la philosophie socio-économique de M. Bédard qui trouve cependant le moyen de reproduire des prêches sans importance de représentants des Chambres de commerce, cet avertissement nous donne une bonne idée des tendances conservatrices de ce porte-parole de notre petite bourgeoisie commerciale et clérico-nationaliste, si puissante entre 1840 et 1950. M. Bédard a largement puisé chez les auteurs qui croient que notre infériorité n'est due qu'à notre négligence, à notre ignorance ou à notre absence de volonté; par conséquent, il suffit d'acquérir les connaissances techniques, d'abattre nos complexes, de reprendre courage et de vouloir intensément: car si l'on veut, on peut ! C'est ce volontarisme, ce naïf optimisme et cette illusion que l'on retrouve dans toute la littérature nationaliste à préoccupation économique qui figure dans cette anthologie.

La première partie du volume (pp. 13 à 88) reprend d'abord des analyses de Parent, de Montpetit, de Vézina et de Groulx. Le premier lance un appel pour nous convaincre que nous avons tout pour réussir et qu'il s'agit maintenant de "vouloir". Le texte d'Edouard Montpetit, de 1921,

se veut aussi encourageant et accorde beaucoup de vertu à l'école: "On a crié hier: Emparons-nous de l'industrie; disons à notre tour "Emparons-nous de la science et de l'art" /. . . / L'efficacité de l'enseignement scientifique, voilà un mot d'ordre". Le texte de conclusion de l'enquête de *l'Action française* sur le problème économique, rédigé par l'abbé Groulx, se voulait également rassurant puisqu'il semblait que nous avions tout pour réussir et qu'il ne nous manquait plus que la confiance en nous-mêmes:

> Une cause existe, en vérité, de tous nos retards et de toutes nos faiblesses dans le domaine économique. Cette cause profonde, l'analyse que nous venons de faire a déjà permis de la pressentir: elle n'est pas en dehors de nous, elle est en nous. Et là même, elle n'est pas d'ordre intellectuel, elle est d'ordre moral. Une même conclusion douloureuse vient clore le plus grand nombre des études dont se compose l'enquête: nous manquons de confiance en nous-mêmes (p. 56).

Le texte de Rodolphe Laplante de l'Ecole Sociale Populaire retrace des noms de Canadiens français qui ont réussi dans la petite ou la moyenne entreprise, cette "nomenclature sèche, dit-il, prouvera péremptoirement que nous ne sommes pas inférieurs, parce que moins intelligents" (p. 74). René Paré rend ensuite hommage à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales qui, avec les autres écoles supérieures de commerce, fournit des hommes d'affaires de mieux en mieux préparés.

Dans la deuxième partie (pp. 89-204), qui veut faire le point de la situation, on retrouve les inventaires d'Olivar Asselin (1927), de Victor Barbeau (1936) dont le pessimisme est révélateur de la désillusion provoquée par la crise. F.-A. Angers (1939) veut compléter le travail amorcé par Barbeau, et utilise pour ce, le recensement de 1931. Si les méthodes d'analyse se sont perfectionnées, les conclusions sont identiques: à quelques nuances près, le tableau d'Angers rejoint celui du professeur Raynauld rédigé pour la commission B.B.

Roger Vézina, dans un article de 1954, constate à son tour que la grande industrie nous a complètement échappé; mais après l'énumération de quelques conseils (faire appel au financement extérieur, meilleures connaissances techniques, étude et travail) il n'en conclut pas moins: "je crois pouvoir ajouter que je reste un optimiste et que l'avenir économique de notre peuple ne m'inspire aucune crainte /. . . / Risquons et marchons de l'avant !" (p. 157)

Le texte de Jean-P.-W. Ostiguy (1967), président de Morgan, Ostiguy et Hudon Ltée, réunit des témoignages d'autorité contre les partisans de l'indépendance du Québec, multiplie les appels pour créer "un climat propice à l'entreprise privée". Convaincu que c'est par la "free enterprise" que les Québécois s'en sortiront, il propose "l'étude, l'acharnement au travail, la discipline, l'économie, le travail d'équipe, la continuité dans l'entreprise, l'imagination plus que l'éloquence et les rêves" (p. 204).

Nous trouvons heureusement dans cette deuxième partie des textes d'un plus grand intérêt: l'article du professeur Jacques Melançon, "Retard et croissance de l'entreprise canadienne-française" et deux excellents et

trop brefs articles de MM. André Raynauld et Jacques Parizeau sur les principaux problèmes économiques du Québec contemporain.

Dans la troisième partie (pp. 205-483) apparaissent les solutions qui sont pour la plupart celles dont nous nous sommes gargarisés depuis plus d'un siècle. L'échec de ces solutions dans le passé ne semble pas ébranler la confiance de M. Bédard dans leur efficacité. Les articles sont classés en huit catégories et c'est par "l'action simultanée de ces divers facteurs de relèvement, selon l'éditeur, que sera transformée la condition matérielle des Canadiens de langue française dans le sens des aspirations profondes de la population" (p. 10).

Etienne Parent répète: "... je pense qu'après avoir bien réfléchi sur la position et les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons, chacun sera d'avis qu'un homme ou un parti politique peut tout faire en ce pays avec un grand fond de connaissances en économie politique, et que sans cela il ne saurait faire rien qui vaille" (p. 215). Le texte du père Georges-Henri Lévesque, o.p. (1948) se fait le défenseur des "sciences sociales". L'intervention de l'Etat telle que définie par Errol Bouchette (1902), Eric Kierans et Gérard Filion (causerie inédite sur "Les Origines de la Société générale de financement du Québec") constitue notre deuxième élément. Paul-Henri Guimont et Jacques Melançon portent leur attention sur le problème du regroupement des capitaux canadiens-français et ils répètent à leur tour:

> Nous avons le nombre, nous avons aussi, avons-nous dit plus haut, la richesse. Tout le problème consiste maintenant à tirer parti, à notre avantage, de ces deux forces (p. 306),

conclut P.-H. Guimont.

Le père Richard Arès, s.j., donne en exemple la réussite des Caisses populaires pour indiquer tout ce que peut réaliser la coopération. M. Angers renchérit: "La solution à notre problème économique est donc là à notre portée; elle n'exige ni capital important au départ, ni connaissances techniques spéciales pour commencer; elle attend seulement le concours de toutes les bonnes volontés" (p. 342). MM. Albert Lévesque (1924) et Sarto Marchand (1966) insistent sur la pratique de la solidarité. Le père Bouvier, s.j., pour sa part, croit à une véritable planification au Québec; sa formule, "l'autodétermination de l'économie québecoise", qui peut se réaliser dans un régime fédéral, n'exige cependant, à son avis, "que trois amendements constitutionnels: l'autonomie fiscale, l'autonomie commerciale et le pouvoir à chaque province de créer sa banque provinciale" (p. 369).

L'économiste Jacques Parizeau croit que malgré les difficultés qui se poseront, c'est la "combinaison d'un gouvernement profondément impliqué dans l'orientation de l'économie et d'entreprises privées de haute rentabilité" qui permettra d'atteindre les objectifs du Plan.

Sous le thème invention et innovation, des articles de MM. François Gauthier (1965) et Philippe Garigue (1959) revalorisent l'activité du chercheur, "condition essentielle de la croissance économique" (p. 413) et invitent les gouvernements à s'intéresser davantage à cet investissement que constitue la recherche fondamentale. Pour M. Garigue, il ne fait pas

de doute que "l'avenir économique des Canadiens français dépend de l'importance de la recherche faite dans leurs universités" (p. 421).

Dans la huitième catégorie d'articles consacrés aux initiatives de l'entrepreneur canadien-français, le courtier Joseph Versailles (1922), M. H. Lank de Dupont of Canada (1945) et Esdras Minville (1953) incitent les nôtres à se lancer dans les carrières commerciales.

Cette troisième partie se termine par un stimulant article de Norman Taylor, "L'industriel canadien-français et son milieu" (*Recherches sociographiques,* août 1961) qui rejoint les conclusions de Jacques Melançon. L'article traduit par MM. M.-A. Tremblay et Y. Martin rassemble de larges extraits de la thèse de doctorat de celui-ci, présentée à l'Université Yale en 1957.

Dans la quatrième partie (pp. 485-518), décrivant les perspectives d'avenir pour le Québec, François Vézina exprime des "Paroles d'espoir" (*Action française,* 1918) en tablant sur les compétences "de l'élite du travail et de la pensée" que formeront "l'enseignement professionnel". En 1935, Edouard Montpetit sent le besoin de rappeler que "la race française peut réussir en affaires" (p. 495); il reprend les mêmes slogans nationalistes: gages d'un brillant avenir: emparons-nous de la petite et de la moyenne industrie, pratiquons l'économie familiale, "l'achat chez les nôtres", la solidarité économique. Comme Etienne Parent, comme Errol Bouchette, Montpetit est convaincu que tout peut être réparé si les individus veulent bien se servir de leurs talents. Dans la même veine, Philippe Garigue, après avoir affirmé que "tous ceux qui ont étudié le problème depuis le XIXe siècle sont d'accord pour dire que la principale raison du retard économique des Canadiens français a toujours été leur manque d'instruction et de connaissances requises pour faire face aux besoins d'une société industrielle moderne" (p. 504), mise sur la recherche et l'enseignement scientifique. Sa conclusion permet tous les espoirs car "l'avenir des Canadiens français sera le résultat de leurs actions, de ce qu'ils veulent faire . . ." (p. 510). Le dernier texte de M. Angers aussi:

> Notre avenir économique sera donc ce que nous le ferons. Nous avons les moyens de le faire grand si nous le voulons. Il ne nous manque . . . qu'un éveil lucide à nos problèmes de solidarité nationale et un vouloir-vivre collectif suffisamment intense (p. 518).

Espérons que les lecteurs de cette anthologie n'attendront pas trop de ce programme d'action et profiteront de cette publication pour approfondir les fondements de notre pensée nationaliste traditionnelle. La publication de M. Bédard sera donc un outil précieux particulièrement pour les étudiants intéressés à l'analyse de la pensée économique, et qui retrouveront, espérons-le, les quelques études à caractère scientifique perdues dans cette macédoine de littérature nationaliste à préoccupation économique; aussi idéaliste et vaine pût-elle avoir été, son inadéquation à la réalité n'a pas encore été expliquée de façon satisfaisante.

ROBERT COMEAU

Département d'Histoire
Université du Québec
Constituante de Montréal